



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation politique au Venezuela

Question au Gouvernement n° 911

Texte de la question

SITUATION POLITIQUE AU VENEZUELA

M. le président. La parole est à Mme Michèle Crouzet, pour le groupe La République en marche.

Mme Michèle Crouzet. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, ce dimanche 20 mai, Nicolás Maduro a été réélu, sans surprise, à la présidence du Venezuela. Selon les chiffres du Conseil national électoral, le président sortant a remporté 67,7 % des suffrages, soit près de 5,8 millions de voix, avec une abstention historique qui avoisinerait les 52 %.

M. Éric Straumann. Il n'y a que Mélenchon de content !

Mme Michèle Crouzet. Néanmoins, les conditions d'organisation de cette élection nous posent question quant à la légitimité de ces résultats et la fiabilité de ces chiffres, n'en déplaise à M. Mélenchon, comme en témoigne la difficulté à obtenir ne serait-ce que le taux de participation à cette élection des Vénézuéliens résidant en France.

M. Alexis Corbière. Parlez-nous aussi du Qatar !

Mme Michèle Crouzet. Le 3 avril dernier, le Président de la République, Emmanuel Macron, s'en était d'ailleurs inquiété dans la mesure où, en l'état, elles ne permettaient pas, selon lui, un scrutin juste, libre et transparent.

Le report de la date de l'élection, l'absence de l'opposition, l'absence d'observateurs internationaux indépendants, l'accès inégal aux médias, les nombreuses irrégularités signalées le jour du scrutin et les difficultés rencontrées par les Vénézuéliens résidant à l'étranger pour prendre part au vote expliquent pourquoi la réélection du président sortant n'est aujourd'hui pas reconnue par les quatorze pays du groupe de Lima. De nouvelles sanctions économiques ont été prises par les États-Unis à la suite du scrutin, et l'Union européenne envisage elle aussi d'en prendre.

Nicolás Maduro a été réélu pour sept ans. Sept ans durant lesquels la situation au Venezuela, déjà dramatique, risque encore de s'aggraver. En effet, soulignons qu'à cette crise politique qui frappe le pays s'ajoute une crise économique, sociale et humanitaire.

Face aux pénuries d'aliments, de médicaments et à l'inflation galopante, de nombreux Vénézuéliens ont fui en quête d'une vie meilleure, notamment en Colombie et au Brésil. Avec les résultats du scrutin présidentiel, cet exode massif de la population devrait encore s'amplifier et menace de déstabiliser la région. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Madame la députée, le Gouvernement partage totalement votre préoccupation sur la situation au Venezuela après les résultats de l'élection présidentielle.

M. Jean-Luc Mélenchon. Parlez-nous des élections en Arabie saoudite !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre . Cette élection était anticipée, voire même très anticipée. Vous le savez, la France a estimé que le processus électoral engagé ne répondait pas aux exigences d'une élection démocratique. Elle maintient cette appréciation.

Le déroulement du vote a confirmé nos craintes : malgré les pressions, l'abstention a atteint un niveau historique,...

M. Jean-Luc Mélenchon. Inférieur à celui de la France !

M. Jean-Yves Le Drian, ministremontrant qu'une majorité de Vénézuéliens ne considéraient pas ce processus légitime, ni crédible. En outre, de nombreuses irrégularités, vous l'avez signalé, ont été commises, et l'on peut craindre, madame la députée, que ces élections, loin d'offrir une issue, ne fassent qu'aggraver la situation politique, sociale et économique du Venezuela.

Par ailleurs, la situation humanitaire est extrêmement dégradée, et il est fondamental que les organisations internationales et régionales soient autorisées à intervenir rapidement pour permettre l'accès de la population à l'aide humanitaire.

La France a toujours eu, dans cette affaire, une position équilibrée. Devant la dégradation de la situation, nous sommes prêts à prendre des initiatives pour renforcer l'aide à destination des Vénézuéliens ainsi que les sanctions initiées par l'Union européenne. La situation mérite en effet des décisions graves favorisant les bouleversements nécessaires.

M. André Chassaigne. Appréciations à géométrie variable !

Données clés

Auteur : [Mme Michèle Crouzet](#)

Circonscription : Yonne (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 911

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 mai 2018](#)